

## EMMA Emergency Market Mapping & Analysis

## Le marché du mil dans la zone de Mangalmé, Nord Guéra, Tchad Rapport final



Juillet 2011 – Intermón Oxfam / Oxfam GB Aimé Lukelo Emmeline Saint

### **TABLE DES MATIERES**

SECTION 1.		RESUME EXECUTIF						
SECTI	ON 2.	CONTEXTE DE L'ANALYSE	(TE DE L'ANALYSE4					
SECTI	ON 3.	METHODOLOGIE DE L'EMMA	6					
SECTI	ON 4.	POPULATION CIBLE	7					
1. 2.		S SUR LA POPULATION CIBLE						
SECTI	ON 5.	SYSTEME DE MARCHE CRUCIAL	9					
SECTI	ON 6.	CARTOGRAPHIE DU SYSTÈME DE MARCHÉ	10					
1. 2. 3.	Сомро	CUMULÉS DES CRISES DEPUIS 2009 SUR LE SYSTÈME DE MARCHÉ DU MIL	13					
4.		IATIONS SUR LES PRIX ET LES MARGES SUR TOUTE LA CHAÎNE LOCALE DU COMMERCE DE MIL						
SECTI	ON 7.	PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ANALYSE	15					
2	ANALYS 2.1. Le 2.2. Co 2.3. B	E DU MARCHÉ  E DU BESOIN	16 16 18					
SECTI	ON 8.	ANALYSE DE LA REPONSE	20					
1. 2.		DES OPTIONS DE RÉPONSE						
SECTI	ON 9.	RECOMMANDATIONS	24					
SECTI	ON 10.	ANNEXES	27					
1. 2. 3. 4. 5.	COMPO LISTE DI LISTE DI	S DE RÉFÉRENCE DE L'ÉTUDE SITION DE L'ÉQUIPE S ACTEURS INTERVIEWÉS S ABRÉVIATIONS SRAPHIE	36 37					
Figure	21 – Tei	ndances de la sécurité alimentaire (Mangalmé), au cours des 5 dernières années	4					
		endrier Saisonnier, Nord Guéra						
		tographie Situation de Référence – Marché du mil – MANGALME						
		tographie Situation Affectée – Marché du mil – MANGALME						
_		éma des flux de mil entrant et sortant du marché de Mangalmé						
_		Profils des revenus des ménages en situations de référence et affectée						
rigure	: 7 a et t	– Profils des dépenses des ménages en situations de référence et affectée	18					

Photo de couverture : Vendeuses sur le marché de Mangalmé, Juillet 2011.

### Section 1. Résumé exécutif

La zone du Nord Guéra, au Tchad, est une des régions les plus touchées par l'insécurité alimentaire, 57,3% de sa population étant en situation d'insécurité alimentaire, selon le rapport de l'évaluation de sécurité alimentaire du PAM de fin 2010<sup>1</sup>. Dans cette zone, le département de Mangalmé, où Intermón Oxfam met en place des programmes en soutien à la sécurité alimentaire, représente une zone normalement déficitaire en termes de production agricole et a été particulièrement touché par les effets cumulés des dernières crises.

La sécheresse de 2009 a provoqué une crise alimentaire en 2010, affectant plus de 2 millions de personnes sur l'ensemble du territoire tchadien. Malgré une saison agricole relativement bonne en 2010-2011, des poches déficitaires subsistent, dues aux inondations et aux attaques des ennemis des cultures. Les prévisions de FEWSNet pour la période de soudure 2011<sup>2</sup> sont alarmantes. En effet, d'une part, la limitation des prix imposée par le gouvernement fin 2010 a suscité un désintérêt des commerçants pour la filière céréalière, d'où un approvisionnement insuffisant des zones déficitaires. D'autre part, depuis mars 2011, alors que les communautés tentent de se relever des effets de la crise de 2010, un afflux de retournés, causé par la crise libyenne, a provoqué une pression supplémentaire sur leurs moyens d'existences et entraîné une baisse des transferts monétaires venant de ce pays voisin.

Une étude EMMA est alors parue indispensable pour appréhender le fonctionnement du marché des céréales sèches et les effets cumulés des crises sur ce marché, afin d'apporter une intervention la plus pertinente possible pour répondre aux besoins dans cette zone affectée. Oxfam a ainsi pu évaluer, en fonction des capacités du marché à faire face à ces besoins malgré les impacts des crises, les modalités d'interventions, en particulier monétaires, à destination des communautés, ou de soutien aux acteurs du marché.

### Principaux résultats de l'analyse :

Sur le plan conjoncturel, les principales contraintes d'accès au marché du mil sont la baisse des revenus liées aux mesures gouvernementales de limitation des prix et la réduction des disponibilités locales due aux effets des crises précitées. De plus, les volumes importés dans la zone de Mangalmé depuis les autres régions du Tchad par les commerçants ont considérablement diminué, du fait du manque de retour sur investissement créé par le manque de clientèle.

Sur le plan structurel, le manque d'accès aux supports techniques et au crédit pour les producteurs ne leurs permettent pas de s'adapter aux aléas physiques et éco-climatiques. Les infrastructures de stockage sont localement trop faibles pour permettre une bonne assise aux grossistes locaux, et l'inaccessibilité physique de la zone en saison des pluies rendent la dépendance plus lourde aux marchés extérieurs.

### **Recommandations:**

Pour pallier à ces contraintes, les principales recommandations d'intervention sont :

- Un renforcement de l'accompagnement technique de producteurs et une adaptation des techniques de production pour réduire les effets des aléas ;
- Un soutien à la diversification des capacités de production des ménages vulnérables par un support aux AGR et aux activités maraîchères ;
- Un renforcement des capacités de stockage, en particulier par le développement de greniers de sécurité alimentaire (GSA) ; et
- Des interventions monétisées, à travers notamment du Cash for Work pour la réhabilitation des pistes d'approvisionnement et des transferts monétaires inconditionnels à destination des plus vulnérables pour la couverture des besoins alimentaires de base en période de soudure.

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> MoA, PAM (Mars/Avril 2011) – Evaluation de la Sécurité Alimentaire des Ménages dans la Bande Sahélienne Ouest du Tchad

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> FEWSNet (2011) – Perspective sur la sécurité alimentaire au Tchad, Mai à Septembre 2011

### Section 2. Contexte de l'analyse

L'évolution de la sécurité alimentaire présente en tendance linéaire une situation globalement en baisse au courant de ces cinq dernières années, comme démontré dans la figure ci-dessous. Cette tendance est caractérisée par un niveau de sécurité alimentaire relativement acceptable entre 2006 et 2008, auquel succèdent deux mauvaises années durant lesquelles les chocs des marchés ont constitué un risque important vu que les populations été particulièrement préjudiciées par l'effet des fluctuations anormales et imprévisibles des prix des aliments de base.

Depuis la flambée des prix de 2008, le gouvernement tchadien a mis en place des mesures fiscales et douanières qui visent à limiter la tendance haussière, principalement *via* l'interdiction d'exportations de denrées « stratégiques », d'autre part par une limitation des prix des céréales sur les marchés. De plus, le gouvernement organise des ventes subventionnées pendant les pics des prix des céréales, à travers l'Office National pour la Sécurité Alimentaire (ONASA) dont les faibles volumes des stocks et la courte durée d'intervention ne permettent pas de contrecarrer la dynamique haussière.

En 2009, un déficit pluviométrique touche à nouveau la bande sahélienne du Tchad. La crise alimentaire qui s'ensuit en 2010 touche environ 2 000 000 de personnes, en précarisant les moyens d'existence.

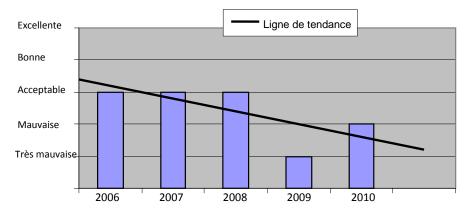


Figure 1 – Tendances de la sécurité alimentaire (Mangalmé), au cours des 5 dernières années

Les récoltes de 2010 / 2011 sont jugées bonnes en dépit de nombreuses poches déficitaires suite à l'effet d'inondations et d'attaques des cultures par les oiseaux granivores. Pourtant les prévisions en termes de sécurité alimentaire pour la période de soudure 2011 sont alarmantes selon FEWSNET, et ceci pour deux raisons principales. D'une part, cette bonne récolte au niveau national ne semble pas assurer un approvisionnement suffisant des marchés des zones déficitaires du pays, car la limitation des prix des céréales entraine un désintérêt des commerçants à investir dans cette filière, faute de retour sur investissement.

D'autre part, depuis mars 2011, au moment où ces communautés tentent de se relever de la crise alimentaire de 2009-2010, la crise libyenne vient ajouter un poids, en provoquant le retour des nombreux travailleurs migrants qui procuraient aux ménages un complément de revenu important. Leur arrivée pèse sur leurs communautés d'origine. Les conséquences des troubles en Libye touchent diverses composantes de l'économie tchadienne, telle que les transporteurs habitués à desservir la ligne Tchad-Lybie qui ont également perdu une importante source de revenus du fait du ralentissement du commerce transfrontalier et des pertes de commissions prises sur les transferts monétaires auparavant effectués par les migrants en Libye à leurs proches au Tchad.

Le choc est durement vécu par les communautés d'accueil localisées en grande partie dans la ville de N'djamena et les régions du Grand Kanem et du Ouaddaï. D'autres zones, comme le Guéra où Intermón Oxfam (IO) développe ses programmes, accueillent également des nouveaux migrants.

D'après les résultats d'une évaluation rapide par Action Contre la Faim (ACF) et Oxfam GB dans le Grand Kanem et par IO dans le département de Mangalmé (Nord Guéra), de nombreux ménages ruraux sont affectés par les effets de la crise libyenne au Tchad. Ceci est principalement causé par la réduction drastique de leur accessibilité alimentaire, suite à la rupture des transferts monétaires, l'augmentation des « bouches à nourrir » et des tensions sur les marchés (plus ou moins ponctuelles) en termes de disponibilité ou de hausse de prix des denrées alimentaires — entre autres liés à la perturbation du commerce entre le Tchad et la Libye qui est l'une des sources importantes

d'approvisionnement du Tchad en produits de première nécessité (sel, sucre, fuel, pâtes alimentaires...). Cette crise intervient à l'entrée de la période de soudure, à un moment où les céréales – mil, maïs et sorgho – principales denrées consommées, sont plus difficilement accessibles pour bon nombre de ménages. L'accès au mil, qui est la céréale de premier choix du fait de la préférence alimentaire, de son interchangeabilité (facile à commercer et échangeable contre n'importe quel autre produit) et de sa valeur marchande (prisée par les communautés nomades non-agricultrices qui en renforcent la demande), pose problème. A Mangalmé (résultats des enquêtes menées par IO), le prix du sac de 100 kg de mil coûtait 16 000 FCFA en décembre 2010. Ce prix a grimpé de manière précoce pour atteindre 26 000 FCFA en avril 2011 (qui équivaut au niveau d'août 2010, avec 3 mois d'avance). Ces ménages, qui ont dû vendre une partie importante de leurs stocks autoproduits pendant la période de post-récolte (décembre 2010), c'est-à-dire au moment où le contrôle sur l'application du prix plafonné au seuil le plus bas s'était amplifié, se retrouvent sans ressources nécessaires pour renouveler leur stock revendu actuellement sur le marché à un prix fort.

Dans le but de soutenir les ménages sans ressources, affectés par le manque d'accessibilité, des programmes de food facilities et de transferts monétaires sont proposés, notamment par Intermón Oxfam, Oxfam GB et ACF. Il y manque cependant une analyse approfondie des systèmes de marché pour concevoir des interventions prenant en compte les capacités de réponse de ceux-ci. Ainsi l'intérêt pour l'organisation d'une EMMA au Tchad se fait sentir.

En effet, l'étude récente sur la vulnérabilité structurelle au Tchad (menée par le PAM et la FAO en décembre 2010) a montré que les marchés jouent un rôle prépondérant dans l'approvisionnement alimentaire des ménages, dans la mesure où l'accès alimentaire des ménages dépend largement de l'achat sur les marchés en période de soudure. La crise alimentaire de 2010 s'est traduite au Tchad par une forte augmentation des prix céréaliers pendant la période de soudure : alors que les prix du mil étaient restés stables dans les marchés du Sud du pays, ils avaient en juillet 2010 augmenté de 80% à Mongo et de 93% à Abéché par rapport à la moyenne quinquennale. L'étude réalisée sur le fonctionnement des marchés au Tchad³, démontre que la faible performance des marchés au Tchad trouve des éléments d'explication à trois niveaux i) la faible capacité du système commercial ; ii) les lacunes des interventions publiques et iii) l'existence de flux transfrontaliers de céréales vers le Soudan, le Nigeria et le Cameroun dont les volumes sont mal connus, rendant difficile l'évaluation des disponibilités réelles pour la période de soudure.

Les contraintes structurelles des systèmes de marchés tchadiens sont essentiellement liées :

- aux faiblesses du secteur du transport : difficultés d'approvisionnement des marchés éloignés ; cause principale de l'enclavement des marchés ; difficulté de transporter de gros volumes faute de moyens de transport adéquats (ânes)... son coût à la tonne est globalement très élevé, lié à d'autres facteurs sous-jacents tels que le fuel, les pièces de rechange (taux élevé des pannes en saison pluvieuse), l'impraticabilité de certaines routes pendant l'hivernage
- à la faible intégration entre zones d'excédent et zones de déficit alimentaire pendant l'hivernage,
- aux capacités financières très limitées des commerçants tchadiens : faible accès au crédit formel, stockage peu pratiqué.
- aux impôts trop élevés, dans un environnement économique marqué par des politiques interventionnistes/ régulatrices (restrictions des exportations de bétail, contrôles des marchés de céréales, etc.) qui finissent par nuire à l'intérêt des commerçants, notamment pour le secteur céréalier.

La multiplicité d'acteurs et d'intermédiaires dans la chaîne, jouant des rôles très complexes (chacun cherchant à créer sa propre marge d'intérêt), traduit ainsi la fragilité structurelle des systèmes de marché au Tchad, à tel point que le suivi correct des indicateurs de marchés nécessite des analyses des "microphénomènes" et le recours à des experts qualifiés qui font défaut dans une certaine mesure. Cette faiblesse de l'information sur les marchés, au déclenchement des crises alimentaires, constitue, en tout état de cause, un frein à la prise de décision.

<sup>&</sup>lt;sup>3</sup> « Marchés et Sécurité Alimentaire au Tchad », PAM / FAO / FEWSNET / Gouvernement du Tchad, février 2010.

### Section 3. Méthodologie de l'EMMA

EMMA (Emergency Market Mapping & Analysis) est une analyse rapide du marché qui permet de comprendre les aspects importants du marché relies à une situation de crise afin de permettre aux décideurs (bailleurs de fonds, acteurs humanitaires internationaux et locaux, gouvernement) de considérer rapidement une plus large gamme d'interventions pertinentes et de réduire les risques de dysfonctionnement. Les principes de l'EMMA reposent sur l'ignorance optimale et l'imprécision appropriée, afin que les principaux résultats puissent être obtenus en un minimum de temps sur la base d'information pertinentes. Le processus est itératif, et s'appuie sur l'approche du « suffisamment bon ».

Pour cette analyse, l'équipe EMMA était composée de 11 personnes, staff d'Intermón Oxfam (9) et Oxfam GB (2). Une formation à la méthodologie EMMA, menée par une consultante recrutée par IO et agissant en tant que facilitatrice, a été combinée au travail de préparation du terrain à Ndjamena lors des 3 premiers jours. L'équipe était constituée de personnes ayant des profils variés, certains ayant une expérience des marchés ou en économie, la plupart n'étant pas expérimentés dans ces domaines. L'essentiel de l'équipe était constituée de moniteurs travaillant sur le terrain pour IO et OGB.

9 jours de collecte d'informations sur le terrain ont suivi les 3 jours de formation et préparation préliminaire (recherches secondaires notamment). La collecte s'est faite sur la base d'entretiens avec les informateurs clés, les acteurs du système de marché en question et la population concernée, selon l'échantillon suivant :

Position	Types d'acteurs	Nombre d'entretiens
	Ménages	10 entretiens
	Producteurs	8 entretiens
Marchés de Mongo et Mangalmé	Acteurs clés du marché :	
Wateries de Worlgo et Wariganne	producteurs, commerçants	6 focus groupes
	grossistes, semi-grossistes et	o locus gloupes
	détaillants	
	Représentants des syndicats des	
	commerçants et des transporteurs,	
Système de marché du mil	groupements féminins, autorités	8 entretiens
	civiles et coutumières, services	
	étatiques	

# ✓ OXFAM – EMMA Tchad 2011 – Le marché du mil dans la zone de Mangalmé (Nord Guéra)

### 1. <u>Détails sur la population cible</u>

Détails de la popu	Détails de la population cible				
Groupes cible	es	Nombre de Emplacement Ménages		Caractéristiques essentielles	
1. Ménages pauvres, y ménages aya membres retournés c	nt des	8 850	Cantons de Bitchochi, Kouka, Mangalme rural et Nord de Eref	Ménages ayant de faibles exploitations (même en situation normale), et une production céréalière annuelle qui a baissé de 1200 Kg à 600 Kg. Les besoins mensuels sont de 100Kg par mois. Pour les 3 mois de soudure sévère, leurs stocks autoproduits sont complètement épuisés. Ces ménages peuvent cependant couvrir environ 30% de leurs besoins céréaliers grâce aux mécanismes sociaux et autres revenus issus des stratégies de survie (endettement, décapitalisation).	
2. Nomades sédentarisés		850	Cantons d'Eref et de Mangalmé rural	Ménages agropasteurs vivant essentiellement des produits d'élevage avec une production agricole en complément ; ont perdu une grosse partie de leur cheptel suite à l'effet de la sécheresse de 2009, et n'ont pas une capacité de récupération. Besoin mensuel en mil : 150 Kg, avec une capacité actuelle de 75Kg de mil par mois.	
Cible totale		9 700			

### 2. Calendrier Saisonnier, Nord Guéra

Activité, Source de nourriture ou de revenus	Qui?	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Climat		Sec froid		Sec ch	aud		Pluies	Pluies abo	ondantes	Pluie	s faibles	Sec	froid
Cultures	H/F/ E				Prépara	tion sols		Semis	Lab	ours	Protection + Récoltes <sup>4</sup>	Récoltes	
Mouvements d'éleveurs / transhumances							Re	emontée				Descente	
Facteurs sanitaires		Rhume Coqueluche	Rhume	Méni	ngite					disme rhées			
Incidents								Ravageurs de cultures	Inond	lations	Ravageurs de cultures		des stocks /
Exportations significatives <sup>5</sup>		++	++	++	+	+						++	++
Importations significatives <sup>6</sup>						++	++	+	+	+			
Disponibilité en mil sur les marchés		For	te		Moyenne			Faible	Très	faible	Faible	Fo	orte
Niveaux de prix		Faib	les		Moyens			Elevés	Très	élevés	Elevés	Fai	bles
Niveaux de revenus			Moyen	s		Fail	bles		Très faibles		Faibles	Mo	yens
Migrations de travail	Н		Х	Х	х								
Revenus migratoires	Н					Х							
Retour des migrants de Libye (2011)	Н			Х	Х								
Niveau de dépenses		Elev	<i>r</i> é	Moyen	Fai	ble		Très	s élevé		Faible	Moyen	Elevé
Autoconsommation		Х	Х	Х	Х							х	Х
Emprunt alimentaire et/ou monétaire								Х	Х	Х			
Recours aux marchés			Vente						Achat			ve	nte
Remboursement des dettes		Х	Х										Х
Solidarité / Rituels de récoltes / fêtes		Fête des récoltes							Ramadan				Zakat Fête des récoltes
Période de soudure agricole						Modérée			Forte				
Période de soudure agro-pasteurs					Modérée								

Figure 2 – Calendrier Saisonnier, Nord Guéra

<sup>&</sup>lt;sup>4</sup> Récolte prématurée en octobre <sup>5</sup> Principales destinations : Abéché, Oum Hadjer, Ati, N'Djamena, Mongo, Am Dam

<sup>&</sup>lt;sup>6</sup> Principales origine : Abou Deia (Salamat), Gama (Hadjer Lamis)

### Section 5. Système de marché crucial

Le marché crucial de cette étude a été sélectionné en combinant les besoins prioritaires des populations avec la stratégie d'Oxfam. Le choix du système de marché s'est basé notamment sur les critères suivants : prépondérance du système de marché pour la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance de la population affectée par les crises, adéquation avec le mandat d'Oxfam, et faisabilité, notamment temporelle et spatiale.

Considérant le marché des céréales sèches, le mil seul a été sélectionné pour l'étude, en tenant compte de sa prédominance par rapport au sorgho dans la zone cible de Mangalmé, et des contraintes de temps et d'accessibilité de la zone en saison des pluies.

Le mil constitue l'aliment de base préféré des populations cibles de la zone d'intervention d'Oxfam où cette étude a été organisée, mais aussi et surtout, la source la plus importante des revenus des ménages (principale production de rente). En effet, une partie de ce produit est vendue à la récolte pour couvrir les dépenses alimentaires, de festivités, de scolarité, de soins de santé, ou encore investissement productif, etc. En période de soudure, les ménages se tournent vers le marché pour racheter des stocks vendus en post-récolte et couvrir leurs besoins alimentaires. Même en année de référence, le stock restant après les ventes post-récoltes, ne couvre pas les besoins des ménages jusqu'aux prochaines récoltes. Pour racheter le mil en période de soudure, les hommes et les femmes développent des stratégies diverses (échange sorgho/mil ou bétail/mil, endettement, etc.). Mais les approvisionnements et les prix d'accès dépendent fortement des facteurs saisonniers et de l'état des infrastructures (routes, entreposage...).

Au moindre choc touchant la production du mil dans la zone, les niveaux des revenus des ménages baissent, diminuant drastiquement leur capacité à réaliser d'autres investissements productifs. Le cercle créé débouche assez rapidement sur une baisse du pouvoir d'achat des ménages, impactant sur leur capacité à dépenser dans le rachat des vivres en période de soudure.

L'approvisionnement des ménages en mil reste ainsi relativement dépendant du marché par rapport aux productions locales, ce qui le rend encore davantage vulnérable à la volatilité des prix.

L'analyse a cherché à répondre aux questions analytiques clés suivantes :

- 1. Comment le marché du mil a-t-il été affecté par les effets cumulés des dernières crises et les mesures gouvernementales ?
- 2. Quelle est la capacité du marché à faire face aux besoins en mil de la population cible ?
- 3. Dans cette situation, quels types d'interventions seraient les plus appropriés ?

Figure 3 - Cartographie Situation de Référence - Marché du mil - MANGALME Chef de **ONASA** L'environnement du marché: canton Contrôle Mairie Greniers des prix (Taxes, Chambre de villageois de Aléas sécurité...) commerce/ Syndicat sécurité PAM climatiques des commerçants alimentaire La chaîne de marché: Vers Marchés de : N'djamena; Mongo; ATI; Marchés Commerçants OUM-HADJER et ABECHE fournisseurs: grossistes Commerçants ABOUDEIA; détaillants BOUSSO et **Transhumants** GAMA (Tchad) Nomades sédentarisés Gros producteurs Semi-grossistes Ménages ruraux Collecteurs pauvres **Productions** familiales Crédits agricoles et services financiers **Routes** Fuel Transport (NAFIR. ONDR) Accès au crédit (formel / informel) Appui technique producteur Magasins de Légende des couleurs (formation, vulgarisation...) stockage insuffisants Groupes cibles Infrastructures clés, intrants et services de soutien du marché

OXFAM – EMMA Tchad 2011 – Le marché du mil dans la zone de Mangalmé (Nord Guéra)

Chef de **ONASA** L'environnement du marché: canton Contrôle . Mairie Greniers des prix (Taxes, villageois de Chambre de Aléas PAM sécurité...) sécurité commerce/ Syndicat climatiques alimentaire des commerçants La chaîne de marché: Vers Marchés de : N'djamena; Mongo; ATI; Marchés OUM-HADJER et ABECHE Commerçants fournisseurs : grossistes ABOUDEIA; Commerçants détaillants BOUSSO et **Transhumants** GAMA (Tchad) Nomades sédentarisés **Gros producteurs** Semi-grossistes Collecteurs Ménages ruraux **Productions** pauvres familiales Légende Crédits agricoles et Augmentation services financiers **Routes** Fuel Transport Accès au crédit

Magasins de stockage

insuffisants

informel

(endettement)

Figure 4 – Cartographie Situation Affectée – Marché du mil – MANGALME

Appui technique producteur

(formation, vulgarisation...)

Infrastructures clés, intrants et services de soutien du marché

(Catholique)

Problème critique

Rupture majeure

Rupture partielle

### 1. Effets cumulés des crises depuis 2009 sur le système de marché du mil

Les deux schémas précédents (Figures 3 et 4) montrent, d'une part, la cartographie du système de marché du mil tel que fonctionnant en année normale et, d'autre part, celle du même système lors de la période de soudure en 2011, tel qu'affecté par les effets cumulés des différentes crises depuis 2009.

A cause de la sécheresse en 2009, les ménages ont vu leurs productions et, par conséquent, leurs revenus chuter. Les conséquences de cette chute se sont directement traduites par la baisse des volumes d'offre apportés tant par les grands producteurs locaux que par les productions familiales, dans la chaîne de marché du mil. Ces groupes d'acteurs ont des niveaux de revenu fortement en baisse, ce qui réduit par conséquent leur capacité à dépenser dans le rachat du mil sur le marché, en période de soudure, ainsi qu'à investir dans des intrants pour la production de la saison suivante.

A la suite de la récolte de 2010 (à partir de octobre / novembre), le prix du mil a connu une forte baisse, passant de 21.000 à 12.000 FCFA le sac. Cette évolution du prix a été possible à la faveur des productions jugées relativement bonnes, en plus de la mise en place des mesures gouvernementales de plafonnement des prix des céréales. Cette baisse n'a pas été en faveur des producteurs dont le mil est la principale source de revenu. Par ailleurs, les grossistes et semi-grossistes locaux qui auraient pu profiter de cette baisse pour réaliser des grands stocks, ont déploré l'insuffisance des infrastructures de stockage, et orienté le stockage vers d'autres zones, notamment vers Oum Hadjer où une demande forte en mil faisait suite au cantonnement progressif des transhumants<sup>7</sup>. Le volume d'exportation<sup>8</sup> post-récolte vers Oum Hadjer est de ce fait passé de 100 à 250 sacs par semaine, comparé aux niveaux des exportations post-récoltes de 2008 (année de référence).

De plus, la descente d'autres groupes de transhumants vers le sud du pays, est survenue en mars/ avril 2011, au moment où les stocks intérieurs (niveau ménages et entrepôts) entraient en épuisement. Pour répondre aux nouvelles demandes en mil, les 10 commerçants grossistes de la zone ont accru leurs volumes d'importations en diversifiant leurs sources d'approvisionnement. Deux d'entre eux doivent parcourir plus de 300 Km, pour s'approvisionner sur les marchés de Bousso (Chari Baguirmi) et Gama (Hadjer Lamis).

Après le passage des transhumants en mai, la demande s'en trouve à nouveau affectée : la majorité des ménages ruraux, qui constituent la clientèle en place, n'ont pas de capacités à dépenser faute de pouvoir d'achat; certains sont bénéficiaires des vivres du PAM. Ce qui force les commerçants à réduire leur volume d'importations (par manque d'incitation), traduisant ainsi une baisse de l'offre du mil sur le marché central de Mangalmé.

Depuis les zones intérieures, les 5 marchés (Djogori, Bardé, Djondjol, Saraf Ousba et Gormolo) qui approvisionnent le marché de Mangalmé en mil, avec 30 à 40 sacs par semaine (en moyenne, par marché) en période post-récolte, et 25 sacs par semaine (en moyenne) en période de soudure, deviennent physiquement inaccessibles depuis la seconde quinzaine de juillet (en raison de la dégradation des voies d'accès par les fortes pluies saisonnières). La faible structuration des groupements autour des greniers communautaires ne permet pas aux ménages de racheter ce stock intérieur pour le mettre à la disposition des ménages, le ratio étant d'1 grenier communautaire pour 25 villages.

<sup>8</sup> Dans cette analyse, les termes « exportation » et « importation » font essentiellement référence à des échanges entre les différentes régions du Tchad.

<sup>&</sup>lt;sup>7</sup> Avec l'état de dégradation avancée des ressources naturelles dans le Batha Ouest (Ati) et Mongo, les transhumants sont de plus en plus nombreux, soit à modifier leur trajectoire de transhumance pour passer par Mangalmé en allant vers le sud, soit à prolonger leur durée de séjour dans le Batha-Est où les ressources naturelles sont davantage disponibles.

Tout porte à croire que la soudure en cours sera marquée par un développement plus prononcé que d'habitude des mécanismes d'accès au mil opérant de gré à gré, soit à travers le surendettement (auprès des commerçants), soit en échangeant le sorgho de contre-saison (récolté en mars dernier) ou le sorgho distribué à travers les opérations d'aide alimentaire, contre du mil. D'après les infos recueillies, cet échange se fait à raison de 2 coros de sorgho pour un coro de mil.

### 2. Comportement des acteurs du marché

Dans la zone de Mangalmé, le marché du mil se compose de 10 grossistes (hommes), 30 semigrossistes (hommes) et 70 détaillants (hommes et femmes ; femmes majoritaires). De plus, il existe un syndicat de commerçants qui entretient un dialogue permanent avec les autorités administratives et règle des différends en ce qui concerne l'interprétation et l'application des mesures gouvernementales.

Les chiffres d'affaires des commerçants auraient baissé de moitié entre la soudure de 2009 et celle de 2011 (avis des commerçants et du maire).

Les relations entre les différents acteurs paraissent à vue d'œil très soudées et non-conflictuelles. Toutefois, les 10 grossistes, dont les chiffres d'affaires moyens tournent pour chacun entre 2 et 5 millions de FCFA (incluant les autres biens échangés) sur un rythme d'exploitation hebdomadaire, entretiennent entre eux des relations de type monopolistique pour contrôler le marché du mil et influer sur la fixation des prix du mil. Ils accordent des crédits informels aux semi-grossistes et aux importants collecteurs, pour leur permettre de constituer assez rapidement les stocks dont ils ont besoin pour couvrir les demandes d'exportation vers Oum Hadjer et Mongo.

Ils vendent aussi du mil à crédit aux commerçants détaillants (jusqu'à 10 sacs, au prix grossiste normalement appliqué sur le marché de Mangalmé), pour renforcer leurs commerces de détail et leur permettre de ravitailler les marchés intérieurs des zones déficitaires. Les délais de remboursement n'excédent pas deux semaines.

Au niveau village, les commerçants octroient des crédits en espèces pour exiger des paiements en nature (mil) à la récolte, sans possibilité de négociation aux ménages contractant la dette. Bien souvent, un montant de 10.000 FCFA est remboursé contre un sac de mil à la récolte, quelque soit le prix du sac pratiqué sur le marché. Ces pratiques d'usure plongent les ménages producteurs en situation de surendettement. La part des crédits non-soldés de 2010 serait de l'ordre de 6 à 10.000 FCFA, pour une majorité des ménages en situation de surendettement. D'une manière globale, le surendettement constitue l'un des facteurs limitant la récupération des capacités des ménages et leur investissement productif.

### 3. Intégration du marché

Le marché de Mangalmé est relié aux principaux marchés de la région du Guera et des régions voisines. Comme dit précédemment, face à l'accroissement de la demande lors du passage des transhumants, les commerçants de Mangalmé sont partis exceptionnellement s'approvisionner à GAMA (Hadjer Lamis) et Bossou (Chari Baguirmi) qui sont des zones excédentaires localisées à plus de 350 km.

Les flux entrant/sortant du mil du marché de Mangalmé sont schématisés dans la carte ci-dessous :

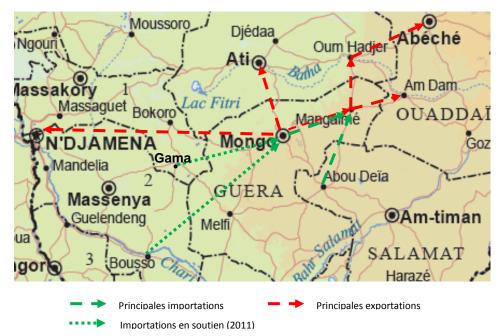


Figure 5 – Schéma des flux de mil entrant et sortant du marché de Mangalmé

### 4. Informations sur les prix et les marges sur toute la chaîne locale du commerce de mil

Sur ces deux dernières années, le pic des prix a été observé entre juillet et septembre 2010 : le prix du sac du mil (100 Kg) était à 30.000 FCFA. En 2011, à la même période, le sac du mil se négocie entre 23 et 25,000 FCFA, mais reste largement au-dessus du prix pratiqué en année normale à la même période, soit 12,000 FCFA, le sac.

Depuis 2010, les prix les plus bas sont ceux de la post-récolte de 2010 (de novembre 2010 à janvier 2011), soit 12,000 FCFA le sac. Les producteurs qui ont vendu leur mil à ce prix à la récolte sont donc obligés, à partir de juillet 2011, de racheter du mil sur le marché au double du prix qu'ils ont pratiqué en post-récolte.

Hormis l'effet des fluctuations intra-annuelles des prix, qui marque l'appréciation du prix du mil entre la période post-récolte et la période de soudure, les principaux acteurs le long de la chaine (entre les producteurs et les consommateurs), ainsi que leurs marges, semblent rester les mêmes en absolu. En effet, les principaux intermédiaires entre les producteurs, les grossistes et les détaillants sont : les semi-grossistes (acteurs importants dans la fonction de stockage en faveur des grossistes exportant vers d'autres marchés), les collecteurs (interface entre les producteurs et les semi-grossistes et détaillants) et les charretiers. La marge pour les collecteurs et les charretiers varie entre 500 et 1,000 FCFA par sac de 100 Kg, en fonction des saisons. Les commerçants détaillants et les semi-grossistes se donnent chacun des marges variant entre 1,000 et 1,500 FCFA par sac, selon qu'ils réalisent des achats auprès des collecteurs ou directement auprès des producteurs.

### Section 7. Principaux résultats de l'analyse

### 1. Analyse du marché

En addition aux effets cumulés des crises depuis 2009 sur le système de marché, développés dans le chapitre précédent, un focus doit être fait sur les aspects disponibilité et stockage.

### ✓ Le stockage familial :

Il se fait essentiellement dans des greniers en terre capables de stocker un maximum de 8 sacs. Au niveau de grands entrepôts, le coût de stockage est de 100 FCFA le sac par semaine pour les commerçants; 250 FCFA par an pour les gros producteurs locaux et 500 FCFA par an pour les transhumants. La zone autour du marché de Mangalmé dispose de 3 entrepôts capables de contenir chacun 100 à 150 sacs. Ces entrepôts sont ouverts à tous, sans discrimination, mais profitent à ceux qui sont capables de payer les montants sollicités, avant même de stocker.

## ✓ <u>Un volume de production en diminution de moitié depuis 2009, tant au niveau de gros que de petits producteurs de la zone :</u>

Dans le village de Djogori, à 7 Km au sud-est de Mangalmé (village réputé excédentaire et regroupant les plus gros producteurs de la zone), les gros producteurs réalisent d'habitude entre 15 et 25 sacs de mil (année normale). Depuis la récolte de 2009/2010, aucun d'eux n'a pu atteindre plus de 6 sacs.

### ✓ <u>Un volume de commerce également en diminution :</u>

En année normale, le marché de Mangalmé fournit annuellement environ 28,000 sacs de 100 Kg de mil ; soit 3,000 sacs mensuellement en période post-récoltent et environ 1,600 sacs mensuellement en période creuse (soudure). Depuis 2010, ce marché fournit annuellement environ 14,000 sacs de 100 kg mil, variant mensuellement entre 1,500 sacs et 800 sacs. Actuellement, le volume hebdomadaire exporté vers Mongo, Ati (via mongo), Oum Hadjer et Abeche (via Oum Hadjer), varie au total entre 100 et 200 sacs par semaine.

En ce moment, le volume exporté représente un tiers de la demande au cours des marchés hebdomadaires (au mois de juin 2011, l'exportation a absorbé, en moyenne, 33% des volumes hebdomadaires de mil sur le marché de Mangalmé)

Les deux-tiers de l'offre sont achetés par les consommateurs locaux, et proportionnellement plus par les transhumants (30%). Les ménages ruraux qui sont les plus nombreux, absorbent dans l'ensemble autour de 37% de l'offre.

### ✓ <u>Des disponibilités encore relativement bonnes dans les zones excédentaires voisines (Salamat) :</u> En dépit de ces disponibilités, les influx du mil vers le marché de Mangalmé deviennent faibles au moment de l'enquête, d'après les commerçants et les transporteurs. Ceci fait suite à :

- L'augmentation relative des coûts de transports par camion (accroissement du prix du fuel sur à la crise libyenne et réduction de la praticabilité des pistes). Le coût actuel du transport du sac de mil est de 500 FCFA à l'intérieur de Mangalmé, sur un rayon de 10 à 20 Km (par charrette) et de 1,250 FCFA le sac d'Abou-deia (salamat) à Mangalmé, par camion. Avant la crise, le cout de transport par sac était respectivement à 500 FCFA (par charrette) et à 1,000 FCFA (par camion)
- Faible capacité de stockage liée à l'insuffisance des infrastructures (voir plus haut) ;
- Baisse de la clientèle (baisse du pouvoir d'achat des consommateurs)

### ✓ Une baisse d'intérêt des commerçants pour cette filière ?

Très peu d'éléments permettent de confirmer cette hypothèse. Toutefois, les commerçants évoquent une réduction des marges bénéficiaires suite à l'augmentation des coûts de transport, les contraintes de stockage et la baisse de la clientèle suite au manque de pouvoir d'achat.

D'après les grossistes interviewés, leurs capacités actuelles leur permettent encore d'approvisionner le marché du mil de Mangalmé (grâce à leurs chiffres d'affaires et aux disponibilités encore présentes dans les régions productrices voisines) à hauteur de 80 tonnes par semaine, soit 960 tonnes sur les trois mois de soudure sévère qui restent jusqu'aux prochaines récoltes. Ceci à condition que les ménages aient la capacité nécessaire d'absorption du stock à importer.

### 2. Analyse du besoin

Résumé de l'ana	Résumé de l'analyse des besoins					
Groupe cible	Foyers dans le besoin	Besoins totaux	Autre aide	Manque à gagner des ménages	Durée probable du manque à gagner	Préférence pour l'aide
1. Ménages ruraux pauvres, y inclus ménages ayant des membres retournés de la Libye	8 850	270 Kg par ménage par mois ; soit 1.858,5T	PAM : 1100 T	658,5 T	3 mois	Nature (hommes) + espèces (femmes)
2. Nomades sédentarisés	850	191,250T	PAM : 100 T	191,250 T	3 mois	Nature (hommes) + espèces (femmes)
TOTAL	9 700	2 049,75 T	1 200 T	849,75 T		

### 2.1. Les stratégies d'adaptation particulières utilisées pour améliorer l'accès au mil.

Depuis la première crise importante dans la région en 1982, les stratégies de survie des ménages reposent en grande partie sur la vente de la main d'œuvre, les revenus migratoires et l'endettement pour les ménages ruraux. Les nomades sédentarisés, constituant environ 10% des populations vivant dans le département de Mangalmé, atténuent les effets de la soudure alimentaire en vendant quelques têtes de bétail pour s'approvisionner en mil. Selon les discussions de groupe menées, les ménages agropastoraux devraient vendre jusque 10 têtes de petits ruminants afin de combler leurs besoins alimentaires durant la période de soudure.

Depuis 2009, ce département souffre des effets des crises cumulées, liées aux facteurs climatiques (sécheresse, inondations) et aux attaques d'oiseaux granivores sur les cultures du mil. Ces crises se sont traduites par une chute de production agricole (notamment celle du mil qui est la principale culture de rente de la zone) qui est passée de 12 sacs à 6 pour une majorité des ménages. D'une part, le recours au marché pour couvrir les faiblesses des stocks autoproduits intervient désormais à partir de février, plutôt qu'en mai (en année normale). D'autre part, les stratégies basées sur la vente de la main d'œuvre et l'endettement entrent en rupture partielle suite, d'une part, à la baisse des activités au niveau de gros producteurs entraînant une baisse d'utilisation de la main d'œuvre agricole, d'autre part à la baisse des capacités des prêteurs d'argent, pour la plupart des commerçants en baisse d'activités par manque de clientèle et par insolvabilité des emprunteurs.

Par conséquent, des phénomènes d'usure sont en augmentation du côté des prêteurs d'argent et des fournisseurs de main d'œuvre qui profitent des populations sans ressources et dépourvues d'alternative pour survivre hormis l'endettement.

Par ailleurs, le volume des revenus migratoires semble, en absolu, maintenu au même niveau, par rapport à une année normale. Ceci, malgré le fait que pour un millier des ménages concernés, le retrait des transferts d'argent qui provenaient de leurs membres qui avaient migré en Libye constitue un important facteur de vulnérabilité. D'une manière générale, le retrait des revenus migratoires en provenance de la Libye est modéré depuis la crise de 2010 par une diversification des sources de revenus migratoires et une intensification des migrations vers le Cameroun, le Nigéria et les grandes villes du pays qui transfèrent aux ménages concernés des revenus mensuels par tête de l'ordre de 119 FCFA en moyenne.

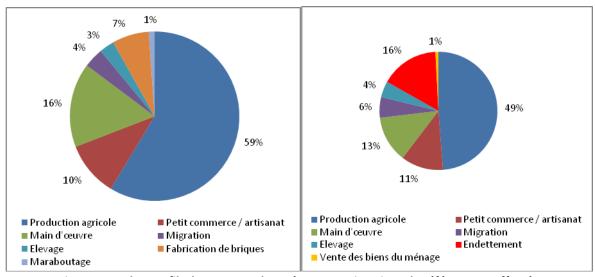


Figure 6 a et b – Profils des revenus des ménages en situations de référence et affectée

De manière globale, la baisse des revenus des ménages par rapport à 2008 (année avant la crise) est d'environ 31%, tandis que la baisse des dépenses est d'environ 28% (voir ci-après). Les revenus mensuels moyens par personne sont donc passés de 3 066 FCFA à 2 111 FCFA.

Les revenus tirés de la production agricole marquent une diminution assez importante puisqu'elles perdent 10 points de contribution au revenu total du ménage, en passant en valeur absolue de 1 798 FCFA / personne / mois à 1 030 FCFA / personne / mois. La plupart des autres sources de revenus restent relativement stables en termes de contribution au revenu total des ménages interrogés.

Toutefois, on note que certaines sources disparaissent (fabrication de briques notamment) alors que le recours à l'endettement qui, alors qu'il n'était pas mentionné dans les sources de revenus en période de référence, contribue en période affectée pour 16% du revenu total du ménage.

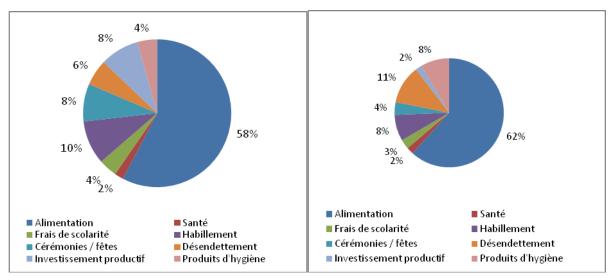


Figure 7 a et b - Profils des dépenses des ménages en situations de référence et affectée

Malgré la baisse des niveaux d'autoconsommation, les dépenses des ménages dédiées à l'alimentation présentent une augmentation relativement faible en proportion (allant de 58% à 62%), entre l'année de référence (2008) et la situation affectée (2011), mais une baisse en absolu, passant de 1 273 FCFA à 976 FCFA par mois et par personne, justifiée par une baisse des capacités des ménages à dépenser dans l'achat des vivres sur le marché. Aussi, le volume de revenus alloué à l'investissement productif est remarquablement en baisse (de 9 à 2 %), faisant ainsi craindre une annulation progressive des capacités productives des ménages affectés. A l'inverse, la part des dépenses consacrées au désendettement augmentent fortement, passant de 6% du revenu en situation de référence (soit 125 FCFA / personne / mois) à 11% du revenu en période affectée (soit 182 FCFA / personne / mois).

Pour sauver la survie de leurs ménages les femmes s'activent malgré tout à garantir des revenus minimums à travers le tressage des nattes et la vente des cacahuètes et des beignets en orientant les bénéfices directement vers l'achat du mil.

Les échanges sorgho/ mil permettent en ce moment d'améliorer un tant soit peu l'accès au mil. En effet, les ménages ont pu profiter de la pluviométrie relativement excédentaire de 2010, pour mettre en place des parcelles de sorgho de décrue sur certains sites. Les récoltes réalisées ont été écoulées sur le marché en vue de racheter du mil. Les termes de l'échange sont néanmoins défavorables au mil, 2 unités de *bérébéré* étant nécessaires à l'obtention d'une unité de mil sur le marché.

## 2.2. <u>Contraintes physiques et sécuritaires des femmes et des hommes concernant l'accès au système de marché</u>

Les contraintes liées à l'accès du marché de mil aussi bien pour les hommes que pour les femmes concernent :

### ✓ L'éloignement des marchés :

Les villages sont pour la plupart distants de 5 à 10 km des villages-centres où se tiennent les marchés hebdomadaires, ce qui impose aux ménages d'utiliser des ânes pour interagir avec les marchés. Or la grande majorité des ménages n'ont pas d'âne. Pour aborder le marché, certains sont obligés de louer les services des transporteurs (charretiers locaux), ce qui d'un côté réduit la marge bénéficiaire au moment de la vente des produits de récolte, et de l'autre, augmente les coûts d'achat des vivres. D'autres par contre, majoritaires, écoulent à travers des collecteurs qui profitent de l'incapacité des ménages à se déplacer vers les marchés, pour proposer des bas prix au rachat des produits, en augmentant leur marge de bénéfices.

✓ La crainte de circuler avec les espèces en pleine brousse pour atteindre les marchés : Cette crainte a été exprimée aussi bien par les hommes que les femmes, et force les personnes se rendant au marché de se grouper pour assurer leur auto-sécurité.

## 2.3. <u>Barrières ethniques, de genre, ou autres obstacles à la participation sociale ou à</u> l'accès au système

Selon la coutume, bien que les femmes apportent l'essentiel des revenus dans les ménages, ces revenus sont toujours gérés par les hommes. Les femmes gèrent au quotidien les dépenses de la famille.

### 2.4. Facteurs saisonniers

- ✓ <u>L'augmentation des frais des soins médicaux dès l'entrée en saison pluvieuse</u> : L'augmentation des cas de méningite, rhumes, paludisme et autres occasionnent des dépenses supplémentaires pour les ménages.
- ✓ <u>Les dépenses des festivités (circoncision, baptême, mariage, ramadan, zakat, tabaski. etc....)</u>: Les dépenses liées aux festivités constituaient un poste de dépenses relativement important pour les ménages de la zone, avec une moyenne par personne et par mois s'élevant à 181 FCFA, soit 8% des dépenses des ménages. Avec les effets cumulés des différentes crises ayant affecté les ménages de la zone d'étude, ce poste de dépenses a été divisé par 3 (60 FCFA / personne / mois) et représente 4% des dépenses totales.

Ces dépenses sont principalement effectuées en période de post récolte (décembre / janvier) et pour le Ramadan. Cette année 2011, le mois de Ramadan a lieu en août, soit au moment où la situation alimentaire des populations devient critique, les revenus sont au plus bas et les prix au plus haut. Cette situation porte donc un risque certain en matière d'accentuation du recours à des stratégies d'adaptation érosives (décapitalisation, endettement) afin de couvrir les dépenses importantes liées à la période du carême musulman.

Cette année, le Ramadan tombe en pleine période des gaps alimentaires. Cela pourrait se traduire par :

- ⇒ Augmentation des prix du mil pénicilaire qui est assez convoité en cette période de carême (la bouillie de lait et de mil étant le plat le plus prisé lors du Ramadan)
- ⇒ Surendettement des ménages pauvres pour faire face aux besoins alimentaires qui augmenteront considérablement ce mois de carême.
- ⇒ Vente de quelques biens de ménages pour les ménages qui ne sont plus solvables dans les villages

### Section 8. Analyse de la réponse

### Résumé des contraintes du système de marché de mil à Mangalmé

Sur le plan conjoncturel :

Les groupes cibles ont depuis juin 2011 un accès limité au mil, en raison de :

- la baisse de leurs revenus (chute des prix suite à une prise des mesures gouvernementales en novembre 2010 où ils écoulaient une partie des récoltes sur le marché) et
- la réduction des disponibilités locales suite à une chute de production à cause d'un cumul des facteurs physico-climatiques et phytosanitaires (sécheresse en 2009, inondations et attaque d'oiseaux en 2010).

Au fur et à mesure de l'entrée en soudure, les commerçants réduisent leurs volumes d'importations par manque de clientèle : les ménages, n'ayant pas de revenu, n'ont de ce fait aucune capacité à dépenser sur le marché.

### Sur le plan structurel :

L'absence de l'accompagnement technique des producteurs et le manque des crédits aux producteurs ne permettent pas à ceux-ci d'adapter leurs pratiques culturales face aux aléas physiques et éco-climatiques.

L'insuffisance des infrastructures de stockage localement et le faible pouvoir commercial des grossistes locaux, relativement aux grossistes de l'extérieur, favorisent l'exportation de la production locale en période post-récolte.

L'inaccessibilité physique des marchés intérieurs et l'insuffisance des infrastructures de stockage, renforcent la dépendance aux importations en saison des pluies, correspondant à la soudure.

# DXFAM – EMMA Tchad 2011 – Le marché du mil dans la zone de Mangalmé (Nord Guéra)

### 1. Listage des options de réponse

Contraintes / problèmes	Options de réponse correspondantes		
Les aléas éco-climatiques et phytosanitaires contraignent la production agricole, surtout celle du mil.	<ul> <li>Amélioration de la gestion des ressources forestières et naturelles (rétention d'eau, diguettes etc.)</li> <li>Renforcement de l'accompagnement technique des producteurs et adaptation des techniques pour réduire les effets des aléas :         <ul> <li>Provision de semences adaptées</li> <li>Adaptation des techniques agricoles</li> <li>Promotion des cultures de substitution (sorgho de décrue)</li> <li>Brigades phytosanitaires (à échelle communautaire)</li> </ul> </li> </ul>		
Inaccessibilité physique des routes pour le transport des denrées en saison pluvieuse	- Aménagement des pistes d'approvisionnement en période post- récolte, à travers le CFW		
Faibles disponibilités en mil de juin à octobre	<ul> <li>Distribution en nature (générale / ciblée) +</li> <li>Cash inconditionnel pour couvrir les besoins complémentaires</li> </ul>		
Faible accès financier au mil de juillet à octobre	<ul> <li>En fonction des potentialités locales et des préférences des cibles :</li> <li>Soutien en AGR (business-management)</li> <li>Soutien au maraichage et aux cultures de décrues à vocation marchande</li> <li>Cash-for-work en période précédant la campagne agricole (février à mai)</li> <li>Cash inconditionnel pour les plus vulnérables sans capacité de travail</li> </ul>		
Infrastructures de stockage insuffisantes	<ul> <li>Construction de GSA au niveau des villages</li> <li>Construction d'entrepôts pour les (semi) grossistes en zones « urbaines »</li> </ul>		

# OXFAM – EMMA Tchad 2011 – Le marché du mil dans la zone de Mangalmé (Nord Guéra)

### 2. Cadre des options de réponse

Options de réponse	Avantages ou opportunités majeurs	Inconvénients ou risques majeurs	Faisabilité et calendrier
<ol> <li>Gestion/ amélioration ressources forestières/ naturelles (rétention d'eau, diguettes etc.)</li> </ol>	<ul> <li>Augmentation / maintien des rendements</li> <li>Meilleur couvert végétal permet d'augmenter les pluies</li> <li>La contradiction avec les besoins de court terme pourrait être amoindrie par la promotion d'alternatives énergétiques (foyers améliorés, biomasse, etc.) dans le cadre d'un projet à moyen / long terme de type PADL / GRN.</li> </ul>	<ul> <li>Besoin de spécialistes</li> <li>Intérêts contradictoires avec les besoins de court terme des populations (collecte de bois)</li> </ul>	<ul> <li>Faible en Action humanitaire</li> <li>Moyen/ Long terme</li> </ul>
Renforcement de l'accompagnement technique des producteurs	<ul> <li>Augmentation / maintien des rendements</li> <li>Augmentation des disponibilités</li> <li>Prévention des chocs sur les capacités des exploitations</li> <li>Amélioration des revenus agricoles</li> </ul>	<ul> <li>Insuffisance des formateurs ONDR / besoin de substitution</li> <li>Non-maitrise des ravageurs</li> <li>Faible capacité opérationnelle des ITRAD (instituts tchadiens de recherche agronomique)</li> </ul>	<ul><li>Moyenne</li><li>Moyen/ Long terme</li></ul>
<ol> <li>Aménagement des pistes d'approvisionnement en période post- récolte, à travers le CFW</li> </ol>	<ul> <li>Génération de revenus pour couvrir les besoins complémentaires</li> <li>Renforcement des capacités d'investissement</li> <li>Amélioration accès physique aux zones de production</li> </ul>	<ul> <li>Inflation</li> <li>Risques environnementaux (couvert végétal)</li> <li>Ciblage des plus vulnérables</li> <li>Accaparement du cash par les hommes / détournement</li> </ul>	- Forte - Court/ Moyen terme
4. Distribution du mil en nature	- Accès direct au mil - Réduction du besoin d'endettement et de décapitalisation pour accéder au mil	<ul> <li>Dépendance</li> <li>Logistique / coût</li> <li>Création de marché parallèle</li> <li>Ciblage difficile à réaliser</li> </ul>	- Faible. Le PAM dispose des stocks d'autres céréales (et non du mil), et a démarré ses opérations. Des décisions tardent à être prises concernant le dispatching du stock de l'ONASA qui comprend une partie du mil - Court terme

Options de réponse	Avantages ou opportunités majeurs	Inconvénients ou risques majeurs	Faisabilité et calendrier
5. Soutien au maraîchage et aux cultures de contresaison à vocation marchande	<ul> <li>Génération de revenus complémentaires</li> <li>Accès indirect au mil à travers les échanges</li> <li>Diversification alimentaire</li> <li>Disponibilité des sites appropriés pour l'exploitation du maraîchage et du sorgho de décrue</li> </ul>	<ul> <li>Ravageurs</li> <li>Pénibilité / poids supplémentaire pour les femmes</li> <li>Potentiel conflit agriculteurs / éleveurs</li> <li>Recherche des débouchés</li> </ul>	- Forte - Court/ Moyen termes
6. Soutien en AGR (business management)	<ul> <li>Contribution à         <ul> <li>l'amélioration la relance économique de la zone;</li> <li>développement des capacités de gestion du petit commerce et petites unités de production</li> </ul> </li> </ul>	<ul> <li>Faiblesse du pouvoir d'achat des ménages (manque de clientèle);</li> <li>Faible préférence des groupes- cibles exprimée en faveur de ce type de soutien</li> </ul>	<ul><li> Moyenne, voire faible</li><li> Moyen terme</li></ul>
7. Transferts monétaires directs et inconditionnels aux personnes vulnérables sans capacité de travail	<ul> <li>Génération de revenus pour couvrir les besoins complémentaires des ménages / capacités d'investissement</li> <li>Préservation des stocks produits</li> <li>Risque d'inflation maîtrisable grâce à une bonne capacité des marchés à absorber les revenus additionnels qui seront introduits</li> <li>Entrée en soudure repoussée</li> </ul>	- Accaparement du cash par les hommes / détournement – Ce risque pourrait être détourné par une distribution de food vouchers au lieu de (ou en accompagnement du) cash.	<ul> <li>Forte. Peut être lancé rapidement.</li> <li>Réponse rapide</li> </ul>
8. Construction / Reconstruction des GSA au niveau des villages	<ul> <li>Protection des récoltes (vivres et semences) contre les risques (ravageurs etc.)</li> <li>Protection des disponibilités pour la période de soudure</li> </ul>	<ul> <li>Enjeux de pouvoir dans la fixation des règles d'utilisation / gestion du GSA</li> <li>Exclusion des plus petits producteurs qui entrent précocement en soudure</li> <li>Pertes massives et soudaines (pillages, destruction)</li> </ul>	<ul> <li>Moyenne:         <ul> <li>implication des</li> <li>comités à assurer</li> <li>avant la mise en</li> <li>place de cette option</li> </ul> </li> <li>Moyen terme</li> </ul>
9. Construction d'entrepôts pour les (semi-) grossistes en zones « urbaines »	<ul> <li>Accroit la disponibilité locale sur les marchés</li> <li>Diminue les besoins d'exportations</li> <li>Diminue les coûts sur les marchés en réduisant les coûts de transport</li> <li>Soutien au commerce local</li> </ul>	<ul> <li>Détournement / vols</li> <li>Abus des commerçants (rétention / inflation artificielle)</li> </ul>	<ul><li>Faible</li><li>Moyen/ Long termes</li></ul>

### Section 9. Recommandations

En conclusion, toutes les options de réponse identifiées sont envisageables.

Dans le cadre de cette étude qui intéresse particulièrement l'accès des groupes cibles au mil en tant que produit crucial, et en prenant en compte le mandat de l'organisme commanditaire de l'étude, ainsi l'évaluation des avantages et inconvénients des options de réponse proposées, les options qui semblent présenter une faisabilité forte sont :

- les transferts monétaires directs et inconditionnels aux vulnérables sans capacité de travail ;
- l'aménagement des principales pistes d'approvisionnement en période post-récolte, à travers le Cash-For-Work ;
- et le soutien au maraichage et à la production de contre-saison.

Ces 3 options impliquent une combinaison d'activités et de mesures de soutien pour permettre de répondre à court et moyen termes aux perturbations identifiées dans la cartographie du système de marché considéré en période affectée. Le cadre des recommandations de réponse se présente comme-suit :

### **Cadre des recommandations**

Activités de la réponse	Risques et hypothèses clés	Calendrier	Effet probable sur le système de marché et les groupes cibles	Indicateurs
Transferts monétaires inconditionnels:  - Ciblage des ménages sans ressources, avec insuffisance des bras valides, vivant des revenus migratoires incertains ou rompus - Sensibilisation sur le ciblage - Implication des commerçants pour réenclencher les importations du mil, repousser l'entrée en soudure et limiter la décapitalisation ou l'endettement en période de soudure - Développement des capacités d'investissement	<ul> <li>Claire définition et pilotage des critères de sélection</li> <li>Gestion sécuritaire des transferts monétaires</li> <li>Usage de l'argent transféré pour des dépenses contreproductives</li> </ul>	- Post-récolte (janvier à mai) - Soudure	<ul> <li>Moindre besoin de vendre la production de mil pour couvrir les besoins complémentaires</li> <li>Réduction des volumes de mil échangés en post-récolte</li> <li>Préservation du mil / retardement de l'entrée en soudure</li> </ul>	<ul> <li>Nombre de bénéficiaires touchés mensuellement</li> <li>Montant des transferts monétaires délivrés</li> <li>Dépenses effectuées grâce aux transferts monétaires</li> <li>Augmentation de la durée de la capacité d'autoconsommation du mil</li> </ul>
Aménagement des pistes d'évacuation à travers les opérations du Cash-For-Work :  - Désenclavement des marchés intérieurs et des zones de production	<ul> <li>Appropriation de l'activité par les autorités</li> <li>Déstockage des céréales</li> </ul>	- Post-récolte (janvier à avril au plus tard, pour ne pas empêcher les travaux de préparation des sols)	<ul> <li>Flux d'importations facilités pendant la soudure</li> <li>Renforcement du pouvoir d'achat des ménages / solvabilité de la demande</li> <li>Préservation du mil / retardement de l'entrée en soudure</li> </ul>	<ul> <li>Nombre de kms de routes réhabilités</li> <li>Nombre de participants engagés dans les travaux communautaires</li> <li>Montant des transferts monétaires délivrés</li> <li>Dépenses effectuées grâce aux transferts monétaires</li> </ul>
Soutien au maraîchage et à la production de contre-saison :  - Ciblage - Accès à la connaissance technique et aux intrants de base - Soutien à l'évacuation rentable - Ateliers de transformation, de stockage et de valorisation des produits maraîchers	<ul> <li>Mauvaise répartition du potentiel maraicher entraînant un risque d'exclusion des plus vulnérables</li> <li>Evacuation rentable des produits frais (maraîchage)</li> </ul>	- D'octobre à avril, ce qui correspond à la période de mise en œuvre de cette activité dans cette zone.	<ul> <li>Accès aux produits maraichers sur le marché local</li> <li>Renforcement des capacités financières des ménages.</li> <li>Préservation de la vente du mil pénicilaire pendant les périodes des récoltes</li> </ul>	<ul> <li>Nbre d'ha de champs maraîchers et de sorgho de décrue mis en valeur par les ménages soutenus.</li> <li>Revenus tirés de la vente des récoltes de contre-saison.</li> <li>Stock constitué grâce aux récoltes de contre-saison.</li> <li>Niveau d'autosuffisance atteint par les groupes-cibles</li> </ul>

soutien aux infrastructures de stockage au niveau local par la construction / réhabilitation de Greniers de Sécurité Alimentaires et d'entrepôts commerciaux dans les centres urbains  - Reconstitution des stocks de mil dans les villages dont les greniers n'ont pas pu être reconstitués suite aux effets cumulés des crises successives  - Construction / réhabilitation des magasins de stockage pour les villages-centres, chefs-lieux des localités, qui n'en disposent pas (environ 12)  - Construction des entrepôts dans les centres de Mangalmé et Eref pour augmenter la capacité de stockage des commerçants.  - Mise en place des opérations de Cash-for-work ou de Food-forwork;  - Suivi des chantiers et qualité des travaux en collaboration avec les services de génie rural.	<ul> <li>Détournement de greniers par les comités de gestion s'il n ya pas un suivi à long terme de l'activité</li> <li>Gestion peu transparente des entrepôts commerciaux dans les centres urbains.</li> </ul>	- Activité en continu tout au long de la phase de la mise en œuvre du programme de soutien	<ul> <li>Disponibilité du mil à tout moment dans la zone</li> <li>Stabilisation du prix</li> </ul>	<ul> <li>Quantité de mil stockés dans les greniers de sécurité alimentaire dans le departement de Mangalmé</li> <li>Nombre de greniers réhabiliter ou construits</li> <li>Nombre d'entrepôts des commerçants fonctionnels.</li> <li>Prix du mil sur le marché pendant et après le projet</li> </ul>
---	---	--	--	---

## OXFAM — EMIMA Tchad 2011 — Le marché du mil dans la zone de Mangalmé (Nord Guéra)

### Section 10. Annexes

### Liste des annexes :

- 1. Termes de référence de l'étude
- 2. Composition de l'équipe
- 3. Liste des acteurs interviewés
- 4. Liste des abréviations
- 5. Bibliographie

### 1. Termes de Référence de l'étude

## Justification et Termes de Références pour une étude EMMA dans la région du Guéra

## 1. Contexte général : des marchés fragiles et une vulnérabilité accrue des ménages en période de soudure liée à l'impact des retours de Libye

Depuis la flambée des prix de 2008, le gouvernement tchadien a mis en place des mesures fiscales et douanières qui visent à limiter la tendance haussière, principalement *via* l'interdiction d'exportations de denrées « stratégiques », d'autre part par une limitation des prix des céréales sur les marchés. De plus, le gouvernement organise des ventes subventionnées pendant les pics des prix des céréales, à travers l'Office National pour la Sécurité Alimentaire (ONASA) dont les faibles volumes des stocks et la courte durée d'intervention ne permettent pas de contrecarrer la dynamique haussière.

En 2009, un déficit pluviométrique touche à nouveau la bande sahélienne du Tchad. La crise alimentaire qui s'ensuit en 2010 touche environ 2 000 000 de personnes, en précarisant les moyens d'existence.

Les récoltes de 2010 / 2011 sont jugées bonnes en dépit de nombreuses poches déficitaires suite à l'effet d'inondations et d'attaques des cultures par les oiseaux granivores. Pourtant les prévisions en termes de sécurité alimentaire pour la période de soudure 2011 sont alarmantes selon FEWSNET, et ceci pour deux raisons principales.

D'une part, cette bonne récolte au niveau national ne semble pas assurer un approvisionnement suffisant des marchés des zones déficitaires du pays, car la limitation des prix des céréales entraine un désintérêt des commerçants à investir dans cette filière, faute de retour sur investissement.

D'autre part, depuis mars 2011, au moment où ces communautés tentent de se relever de la crise alimentaire de 2009-2010, la crise libyenne vient ajouter un poids, en provoquant le retour des nombreux travailleurs migrants qui procuraient aux ménages un complément de revenu important. Leur arrivée pèse sur leurs communautés d'origine. Les conséquences des troubles en Libye touchent diverses composantes de l'économie tchadienne, telle que les transporteurs habitués à desservir la ligne Tchad-Lybie qui ont également perdu une importante source de revenus du fait du ralentissement du commerce transfrontalier et des pertes de commissions prises sur les transferts monétaires auparavant effectués par les migrants en Libye à leurs proches au Tchad.

Le choc est durement vécu par les communautés d'accueil localisées en grande partie dans la ville de N'djamena et les régions du Grand Kanem et du Ouaddaï. D'autres zones, comme le Guéra où Intermón Oxfam (IO) développe ses programmes, accueillent également des nouveaux migrants.

D'après les résultats d'une évaluation rapide par Action Contre la Faim (ACF) et Oxfam GB dans le Grand Kanem et par IO dans le département de Mangalmé (Nord Guéra), de nombreux ménages ruraux sont affectés par les effets de la crise libyenne au Tchad. Ceci est principalement causé par la réduction drastique de leur accessibilité alimentaire, suite à la rupture des transferts monétaires, l'augmentation des « bouches à nourrir » et des tensions sur les marchés (plus ou moins ponctuelles) en termes de disponibilité ou de hausse de prix des denrées alimentaires — entre autres liés à la perturbation du commerce entre le Tchad et la Libye qui est l'une des sources importantes d'approvisionnement du Tchad en produits de première nécessité (sel, sucre, fuel, pâtes alimentaires...). Cette crise intervient à l'entrée de la période de soudure, à un moment où les céréales — mil, maïs et sorgho — principales denrées consommées, sont plus difficilement accessibles pour bon nombre de ménages. L'accès au mil, qui est la céréale de premier choix du fait de la préférence alimentaire, de son interchangeabilité (facile à commercer et échangeable contre n'importe quel autre produit) et de sa valeur marchande (prisée par les communautés nomades non-agricultrices qui en renforcent la demande), pose

problème. A Mangalmé (résultats des enquêtes menées par IO), le prix du sac de 100 kg de mil coûtait 16 000 FCFA en décembre 2010. Ce prix a grimpé de manière précoce pour atteindre 26 000 FCFA en avril 2011 (qui équivaut au niveau d'août 2010, avec 3 mois d'avance). Ces ménages, qui ont dû vendre une partie importante de leurs stocks autoproduits pendant la période de post-récolte (décembre 2010), c'est-à-dire au moment où le contrôle sur l'application du prix plafonné au seuil le plus bas s'était amplifié, se retrouvent sans ressources nécessaires pour renouveler leur stock revendu actuellement sur le marché à un prix fort.

Dans le but de soutenir les ménages sans ressources, affectés par le manque d'accessibilité, des programmes de food facilities et de transferts monétaires sont proposés, notamment par Intermón Oxfam, Oxfam GB et ACF. Il y manque cependant une analyse approfondie des systèmes de marché pour concevoir des interventions prenant en compte les capacités de réponse de ceux-ci. Ainsi l'intérêt pour l'organisation d'une EMMA au Tchad se fait sentir.

En effet, l'étude récente sur la vulnérabilité structurelle au Tchad (menée par le PAM et la FAO en décembre 2010) a montré que les marchés jouent un rôle prépondérant dans l'approvisionnement alimentaire des ménages, dans la mesure où l'accès alimentaire des ménages dépend largement de l'achat sur les marchés en période de soudure. La crise alimentaire de 2010 s'est traduite au Tchad par une forte augmentation des prix céréaliers pendant la période de soudure : alors que les prix du mil étaient restés stables dans les marchés du Sud du pays, ils avaient en juillet 2010 augmenté de 80% à Mongo et de 93% à Abéché par rapport à la moyenne quinquennale. L'étude réalisée sur le fonctionnement des marchés au Tchad par une forte augmenté de la faible performance des marchés au Tchad trouve des éléments d'explication à trois niveaux i) la faible capacité du système commercial ; ii) les lacunes des interventions publiques et iii) l'existence de flux transfrontaliers de céréales vers le Soudan, le Nigeria et le Cameroun dont les volumes sont mal connus, rendant difficile l'évaluation des disponibilités réelles pour la période de soudure.

Les contraintes structurelles des systèmes de marchés tchadiens sont essentiellement liées :

aux faiblesses du secteur du transport : difficultés d'approvisionnement des marchés éloignés ; cause principale de l'enclavement des marchés ; difficulté de transporter de gros volumes faute de moyens de transport adéquats (ânes)... son coût à la tonne est globalement très élevé, lié à d'autres facteurs sous-jacents tels que le fuel, les pièces de rechange (taux élevé des pannes en saison pluvieuse), l'impraticabilité de certaines routes pendant l'hivernage...

à la faible intégration entre zones d'excédent et zones de déficit alimentaire pendant l'hivernage,

aux capacités financières très limitées des commerçants tchadiens : faible accès au crédit formel, stockage peu pratiqué.

aux impôts trop élevés, dans un environnement économique marqué par des politiques interventionnistes/ régulatrices (restrictions des exportations de bétail, contrôles des marchés de céréales, etc.) qui finissent par nuire à l'intérêt des commerçants, notamment pour le secteur céréalier.

La multiplicité d'acteurs et d'intermédiaires dans la chaîne, jouant des rôles très complexes (chacun cherchant à créer sa propre marge d'intérêt), traduit ainsi la fragilité structurelle des systèmes de marché au Tchad, à tel point que le suivi correct des indicateurs de marchés nécessite des analyses des "microphénomènes" et le recours à des experts qualifiés qui font défaut dans une certaine mesure. Cette faiblesse de l'information sur les marchés, au déclenchement des crises alimentaires, constitue, en tout état de cause, un frein à la prise de décision.

<sup>9 «</sup> Marchés et Sécurité Alimentaire au Tchad », PAM / FAO / FEWSNET / Gouvernement du Tchad, février 2010.

### 2. Justification et objectif de l'étude

L'approche de la période de soudure aggravée par l'impact des retours de Libye nécessite une intervention adaptée visant à renforcer l'accès aux marchés des ménages les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire, mais une intervention à ce stade peut être contre-productive si les marchés ne sont pas suffisamment fonctionnels et ne sont pas suffisamment analysés avant l'intervention. La fragilité structurelle des marchés au Tchad et les effets des politiques de régulation, ajoutés à l'impact de la crise en Libye sur les marchés de l'Est sont autant d'éléments qui renforcent la nécessité d'une telle étude.

Pour assurer des prises de décisions rapides et éclairées sur les modalités d'intervention les plus appropriées, l'outil EMMA doit contribuer à :

identifier les opportunités et les réponses innovantes basées sur les réalités du marché,

réduire la dépendance des ménages à l'égard de l'aide,

promouvoir la relance à long terme, en augmentant la stabilité des marchés locaux qui fournissent aux habitants des biens, des services et des sources de revenus.

L'objectif global de cette étude vise à assurer une meilleure analyse des systèmes de certains <u>marchés cruciaux</u> (« *critical markets »*) permettant :

d'envisager une plus large gamme de réponses,

de subvenir aux besoins essentiels et de protéger les moyens de subsistance,

d'améliorer l'utilisation des capacités existantes des acteurs du marché,

d'encourager la transition vers une relance économique,

de diminuer le risque de dépendance,

de permettre une réponse pragmatique face aux contraintes de ressources humaines et d'informations, en situation d'urgence.

La finalité de cette étude, en prenant en compte les mandats et les capacités des ONG organisatrices de cette étude (Intermón Oxfam, Oxfam GB), exprime une volonté de la part de ce groupe d'ONG de privilégier autant que possible une initiative conjointe, afin de mener une analyse des marchés visant à :

mieux comprendre le fonctionnement et les contraintes actuels de certains marchés afin d'informer les prises de décision concernant les modalités d'une réponse humanitaire face à la vulnérabilité accrue des familles d'origine / d'accueil des retournés de Libye en période de soudure,

collecter / fournir des éléments d'analyse (question clés, hypothèses) sur l'impact de la crise libyenne sur les marchés du Guéra.

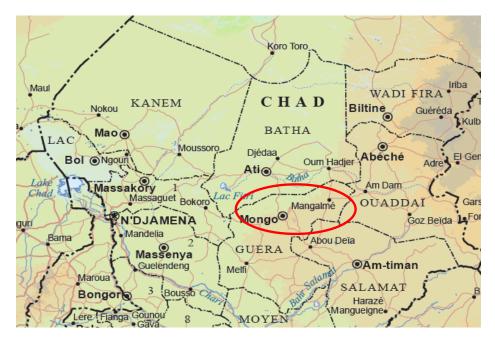
Au niveau pratique, l'un des résultats attendus de cette étude serait de vérifier la faisabilité des transferts monétaires comme composante d'une réponse d'urgence pour les ménages toujours affectés par les conséquences de la sécheresse 2010 sur leurs économies, par la hausse des prix couplés aux effets de la crise libyenne au Tchad, en fonction de la capacité du marché et des autres interventions (PAM, ONASA). La question principale qui intéresse particulièrement cette étude est de savoir comment répondraient les marchés dans les zones affectées par la crise, en cas d'intervention basée sur le cash et/ou des coupons-valeurs ?

### 3. Zone d'étude et marchés critiques

La zone d'étude considérée pour l'EMMA est la zone de Mongo, dans le centre de la bande sahélienne (Batha et Nord Guéra). Cette zone principalement agricole complète les déficits en s'approvisionnant par le Salamat, dont les volumes d'exportation vers le Soudan, via Abéche et le Wadi Fira, sont mal connus.

Les équipes seront amenées à se déployer sur un territoire plus large en fonction des autres zones concernées par la filière (marché critique) qui sera étudiée.

Figure 1 : Zone cible de l'étude



La sélection du marché critique a été faite en fonction des objectifs de l'intervention d'assistance envisagée qui le renforcement de l'accès aux biens alimentaires en période de soudure. Les données disponibles localement et la revue documentaire a permis d'aboutir à la sélection du marchés des céréales sèches.

Le marché du mil et/ou du sorgho sera ainsi analysé dans le cadre de cette étude.

### 4. Termes de référence

**Dates prévues** : 5 au 30 juillet 2011 (préparation, développement des outils, formation du staff, travail de travail, élaboration des cartographies et finalisation de rapport, compris)

Agence lead: Intermón Oxfam

Agences participantes: Intermón Oxfam (lead), Oxfam GB et autres potentiellement intéressées (à confirmer)

Budget: environ 18,000€

### **Objectifs**

- Meilleure appréhension du marché des céréales sèches (mil/sorgho) dans la région du Guéra,
- Aide à la prise de décision sur la possibilité des transferts monétaires comme modalité d'intervention,
- Diffusion de l'outil EMMA et renforcement des capacités des équipes intervenant au Tchad sur les questions d'analyse des marchés.

## OXFAM – EM<mark>IMA Tchad 2011 – Le marché du mil<sup>r</sup>da</mark>ns la zone de Mangalmé (Nord Guéra)

### Résultats attendus

- Schéma des marchés critiques (filières) ciblées
- Calendrier saisonnier des marchés critiques
- Profils des ménages/communautés ciblées
- Recommandations

### Zone ciblée

- Région du Guéra, principalement Mongo
- L'étude sera amenée à se dérouler dans d'autres zones selon l'organisation des filières étudiées

Marchés envisagés : Mil / Sorgho<sup>10</sup>

**Equipes:** Environ 10 personnes comprenant

- 1 Consultant
- 3 Chefs d'équipes
- 3 équipes de 2 moniteurs
  - Profil du consultant :

Expérience avérée dans la conduite de l'exercice EMMA : avoir conduit et publié une étude EMMA (Copie du rapport publié, servant de preuve) ; Forte capacité en formation et animation de groupes.

Profil du staff EMMA :

Tous les membres d'équipes parlent français, tout le personnel national maîtrise les langues nationales pratiquées dans la zone ciblée.

### Durée de l'étude

25 jours sont prévus pour l'étude du 5 au 30 juillet 2011

Les membres d'équipe sont prêts à exécuter de longues journées de travail, et éventuellement tous les jours d'affilée si les exigences du terrain l'imposent.

### Méthodologie

Les étapes de réalisation de l'étude correspondront aux étapes d'une EMMA

Préparation indispensable	<ul> <li>Effectuer des recherches de fond et des séances d'information dans le pays;</li> <li>prendre en compte le mandat de l'agence, les conditions et les modalités;</li> <li>identifier les populations cibles et leurs besoins prioritaires.</li> </ul>
2. Sélection du marché	<ul> <li>Sélectionner les systèmes de marché les plus cruciaux pour EMMA, afin de les étudier en utilisant divers critères spécifiques;</li> <li>identifier les questions analytiques clés, qui guideront l'enquête relative à chaque système.</li> </ul>
3. Analyse préliminaire	<ul> <li>Projet initial provisoire, comportant les profils des foyers, les calendriers saisonniers, les cartes de référence et cartes du système de marché en situation d'urgence;</li> <li>identification des informateurs clés et des pistes pour le travail de terrain.</li> </ul>
4. Préparation de terrain	<ul> <li>Définir et accepter l'ordre du jour sur le terrain, concevoir les questionnaires, les plans d'entretien et les formats d'enregistrement des informations nécessaires pour les entretiens EMMA et les autres activités de terrain.</li> </ul>

<sup>&</sup>lt;sup>10</sup> A confirmer dans les premiers jours de lancement de l'étude et suite à la revue documentaire.

32

5. Activités sur le terrain	<ul> <li>Conduite des activités sur le terrain : entretiens et autres activités de recueil d'information.</li> <li>Cette section comprend des conseils sur les méthodes d'entretien et des conseils relatifs aux différentes catégories d'informant clé.</li> </ul>
6. Cartographie du marché	<ul> <li>Produire la version finale des documents décrivant la situation : cartes de référence et d'urgence du marché, calendriers saisonniers et profils des foyers, afin d'alimenter les trois étapes « analytiques » qui suivent.</li> </ul>
7. Analyse des déficits	<ul> <li>Finaliser le volet analyse des déficits : utilisation des profils des foyers, informations sur les besoins prioritaires, lacunes et contraintes d'accès, pour finalement estimer le déficit total à prendre en compte.</li> </ul>
8. Analyse de marché	<ul> <li>Remplir le volet d'analyse du marché : les cartes du marché et les données destinées à analyser la disponibilité, la direction, les performances, et enfin à estimer la capacité du système de marché à combler le déficit décelé.</li> </ul>
9. Analyse de la réponse	- Terminer le volet analyse de la réponse : faire des recommandations motivées, basées sur la logique du système de marché, la faisabilité, le calendrier et les risques inhérents aux différentes options, y compris les liquidités, les secours en nature, ou tout autre type de soutien du marché.
10 Communiquer les résultats	<ul> <li>Consulter les partenaires et communiquer les résultats EMMA à un public plus large (bailleurs de fonds, agences) à l'aide de séances d'information concises ainsi que de présentations intéressantes, fondées sur l'utilisation de cartes et de rapports</li> </ul>

### Communications

Pendant la phase de terrain les équipes communiqueront par téléphones portables et tout moyen radio nécessaire.

### **Besoin Support**

Espace de travail dans le bureau, impressions, photocopies

Tableaux, papier padex, markers etc

Blocs notes, stylos etc

Vidéoprojecteur

4 véhicules avec chauffeur

### Calendrier indicatif de mise en œuvre

Jour	date	Agenda	Responsable
1	14/7/11	- Introduction à l'EMMA – quoi, pourquoi, quand et qui ?	
		- Revue du contexte et des TdR	
		- Confirmation du groupe cible et du (des) marché(s) critique(s)	
		- Identification des questions clés	
2	15/7/11	- Introduction aux 10 étapes clé, 3 Strands, EMMA Flow Chart, principaux outils EMMA	
		- Etude des données de référence disponibles y compris profils des ménages/communautés	
		- Revue du calendrier saisonnier en vigueur dans la zone	
		- Draft de carte préliminaire	
3	16/7/11	- Revue et validation des outils développés la veille	

		- Elaboration des questions directes et indirectes, détermination des « approximations optimales »	
		- Préparation du travail de terrain	-
		- Questions tests pour l'analyse du "gap" et l'analyse du marché	
		- Elaboration des fiches de collecte de données	1
		- Test du questionnaire (N'djamena)	
4	17/7/11	- Départ terrain	
		- Travail de terrain	
5	18/7/11	- Travail de terrain	
6	19/7/11	- Travail de terrain	
7	20/7/11	- Travail de terrain	
		- Analyse / révision du calendrier saisonnier et profil des ménages	
		- Analyse / révision des cartes	
8	21/7/11	- Travail de terrain	Départ Emmeline
9	22/7/11	- Travail de terrain	
10	23/7/11	- Travail de terrain	
		- Analyse / révision du calendrier saisonnier et profil des ménages	
		- Analyse / révision des cartes	
11	24/7/11	- Travail de terrain	
12	25/7/11	- Analyse / révision des cartes	
		- Etude / développement d'options de soutien au marché	
13	26/7/11	- retour Mongo - Ndjamena	
		- travail Ndjamena	
14	27/7/11	- Développement de la Matrice des Options de Réponse	
		- Revue de l'analyse de la logique de réponse	
14	28/7/11	- consultation des acteurs de marché et informateurs clés sur	
		les réponses possibles du marché	
		- développement des recommandations de réponse	
14	1/8/11	- Finalisation du rapport / recommandations	

Une présentation des résultats/recommandations sera prévue pour une audience plus large.

# OXFAM – EMMA Tchad 2011 – Le marché du mil dans la zone de Mangalmé (Nord Guéra)

### Participants (liste indicative)

	Nom et contact	Organisation	Position	Expat/ National	Langue
1	Emmeline Saint	Oxfam	Consultante EMMA	Expat	Français
2	Aimé Lukelo	Intermón Oxfam	FS Manager	Expat	Français
3	Pierre Mercier	Oxfam GB	Coordinateur EFSL	Expat	Français
4	Célestin Faya	Intermón Oxfam	FS Officer Guéra	Expat	Français
5	Bienvenu Allah Dingalo	Intermón Oxfam	Survey Officer Est	National	Français
6	Patrice Masra	Oxfam GB	Superviseur MEAL	National	Français
7	Hassan Ali Abakar	Intermón Oxfam	Assistant Surveillance EST	National	Français
8	Abdeldjelil Taha	Intermón Oxfam	Enquêteur FS Guéra	National	Français
9	Nangar Katchako	Intermón Oxfam	Enquêteur FS Guéra	National	Français
10	Aboudje Seïd	Intermón Oxfam	Enquêteur FS Guéra	National	Français
11	Sidjim Mahamat	Intermón Oxfam	Enquêteur FS Guéra	National	Français

### Budget de l'étude

	Quantité	Cout unitaire	Devise	Unités		Francs CFA	Euros
Consultant Honoraires	1	160	€	1.4	ioura	1574297	2240
Honoraires	1	160	€	14	jours	15/429/	2240
Billet d avion	1	1200	€	1		655957	1200
Frais de visa	1	70	€	1			70
Véhicules	4	60000	FCFA	14	jours	3360000	5130
Carburant	4	750	FCFA	350	litres	1050000	1603
Perdiem	10	15000	FCFA	14	jours	2100000	3206
Total							15281

# OXFAM – EMMA Tchad 2011 – Le marché du mil dans la zone de Mangalmé (Nord Guéra)

### 2. Composition de l'équipe

#	Nom	Organisation	Position	Contact
1	Emmeline Saint	Oxfam	Consultante EMMA	esaint@oxfam.org.uk
2	Aimé Lukelo	Intermón Oxfam	FS Manager	fsmgrtd@Intermónoxfam.org
3	Pierre Mercier	Oxfam GB	Coordinateur EFSL	pmercier@oxfam.org.uk
4	Célestin Faya	Intermón Oxfam	FS Officer Guéra	fsomngtd@interoxfam.org
5	Bienvenu Allah Dingalo	Intermón Oxfam	Survey Officer Est	fsogobtd@intermonoxfam.org
6	Patrice Masra	Oxfam GB	Superviseur MEAL	
7	Hassan Ali Abakar	Intermón Oxfam	Assistant Surveillance EST	
8	Abdeldjelil Taha	Intermón Oxfam	Enquêteur FS Guéra	abdeltaha5@yahoo.fr
9	Kadja-Koh Nanga	Intermón Oxfam	Enquêteur FS Guéra	
10	Abgoudje Seïd	Intermón Oxfam	Enquêteur FS Guéra	
11	Sidjim Mahamat	Intermón Oxfam	Enquêteur FS Guéra	

### 3. <u>Liste des acteurs interviewés</u>

Туре	Lieu	Organisation / Société	Nom du contact	Position	Contact
d'acteur					95 63 12 39
			Daoud Abderaman	Secrétaire Général, Chef collecteur	99 52 81 35
		Mairie	Badour,		
			Mahamat Hamit Abo		66 75 45 54
		CELIAF (cellule de la	Maimouna	Présidente de	
	Mongo	coordination des associations féminines)		l'antenne de	66 61 67 48
Informateurs				mongo	
clés		ONDR	Abdelaziz Abdelkerim	Chef de sous- secteur	66 76 69 60
				Président du	
		Groupement Taoun	Mahamat Choroma	groupement des	99 78 06 03
				producteurs	
		ONDR	Djimnodjial	Chef formateur	95 08 00 42
		PAM	Theo Kupaku	Chef de sous	66 99 34 15
				Bureau	theokupaku@wfp.org
		Mairie	Djafil dijmet	Maire	90 15 19 89
	Mangalmé	Coordination des Associations Féminines (CAF)			99 74 90 11
			Mariam Haroun Fatouma Oumar	Présidente	
la fa was a ba wa				Vice présidente	62 34 69 85 99 50 26 92
Informateurs clés			Iman Idriss	Vice président	99 46 38 37
0.00		Chambre de commerce	Mahamat Tidjani	Secrétaire Général	99 71 85 40
		Préfecture	Oumar Ahamat		66 38 29 65
				Préfet	99 75 42 16 <u>2</u>
		Canton	Ali Gadam	Chef de canton	99 71 85 23
			Moussa Barra	Circi de camer.	95 77 20 10g
Informateurs		Village Bakhat	Abderamane Zakaria Cherif Chiguefat Hassane Hisseine Ayoub Abderamane Mahamat Zakaria	Chefs des ménages producteurs	nga
clés	Bakhat (zone Mangalmé)				95 77 20 10€
(Focus					90 29 95 7 <b>7</b> %
groupe Hommes)					zone
Hommesj			Fatime Adam		σ
			Mahadjirié Barka		mil dans l
Informateurs			Sourra Ibrahim		<del></del> E
clés	Bakhat (Zone Mangalmé)	Vellaga D. I.I. i	Achta Ali Matara Doungous	Chefs des ménages	95 77 20 10g
(Focus		Village Bakhat	Sadia Djouma	producteurs	90 29 95 77 E
groupe Femmes)			Amne Idriss		та
			Doula Daoud		– Le ma
			Khadidje Saleh		2011.
	Gormolo	Transporteurs	Abakar Hissein	Charretiers	99 37 97 73 <u>e</u>
Acteurs clés		·	Abdoulaye Djibrine  Adoum Mahamat	Chef de sous-	T
	Baro	ONDR		secteur	66 75 77 64 <del>∑</del>
					Σ

OXFAM - EN

## OXFAM – EMMA Tchad 2011 – Le marché du mil dans la zone de Mangalmé (Nord Guéra)

### 4. <u>Liste des abréviations</u>

ACF Action Contre la Faim

CFW Cash For Work

EMMA Emergency Market Mapping & Analysis

FAO Food and Agriculture Organization

FEWSNet Famine Early Warning System Network

GSA Grenier de Sécurité Alimentaire

IO Intermón Oxfam

MoA Ministère de l'Agriculture (Tchad)

ONASA Office National de Sécurité Alimentaire (Tchad)

ONDR Office National du Développement Rural (Tchad)

PAM Programme Alimentaire Mondial

### 5. Bibliographie

- CILSS, FAO, PAM, FEWSNet (Mars 2011) Marchés et Sécurité Alimentaire dans le Bassin Est (Bénin, Niger, Nigéria, Tchad)
- MoA, PAM (Mars/Avril 2011) Evaluation de la Sécurité Alimentaire des Ménages dans la Bande Sahélienne Ouest du Tchad
- FEWSNet (2011) Perspective sur la sécurité alimentaire au Tchad, Mai à Septembre 2011
- PAM, FAO, MoA, FEWSNet (Février 2011) Marchés et Sécurité Alimentaire au Tchad
- Intermón Oxfam (Juin 2011) Résumé des résultats d'enquête rapide sur les effets de la crise libyenne, département de Mangalmé, Nord Guéra
- Mike Albu, Practical Action Ltd, Oxfam GB (2010) Emergency Market Mapping and Analysis
   Toolkit

\*